Bernard ÉLIE
Économiste, Université du Québec à Montréal

(1982)

“La gestion de la crise et les fondements monétaires.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Bernard Élie, économiste québécois

“La gestion de la crise et les fondements monétaristes.”

Un texte publié dans **La crise économique et sa gestion**. Actes du Colloque de l'Association d'économie politique tenu à l'UQÀM les 25 et 26 septembre 1981, chapitre 10, pp. 165-172. Montréal : Les Éditions du Boréal-Express, 1982, 256 pp.

Bernard ÉLIE est professeur au département de sciences économiques de l'UQAM. Spécialiste des théories monétaires et de l'économie financière internationale, il est aussi vice-doyen de la Famille sciences humaines de l'UQAM. Ses publications portent sur les transformations du système financier international.

[Autorisation accordée par l'auteur le 23 juin 2003]

Courriel : elie.bernard@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 22 février 2009 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Bernard Élie

économiste québécois, UQAM

“La gestion de la crise
et les fondements monétaristes”

Un texte publié dans **La crise économique et sa gestion**. Actes du Colloque de l'Association d'économie politique tenu à l'UQÀM les 25 et 26 septembre 1981, chapitre 10, pp. 165-172. Montréal : Les Éditions du Boréal-Express, 1982, 256 pp.

Table des matières

[Introduction](#)

[Les fondements de la « science économique » bourgeoise](#)
[Keynésiens et monétaristes](#)

[L'articulation monétariste](#)

[Au Canada](#)

Bernard ÉLIE

“La gestion de la crise et les fondements monétaristes”.

Un texte publié dans **La crise économique et sa gestion**. Actes du Colloque de l'Association d'économie politique tenu à l'UQÀM les 25 et 26 septembre 1981, chapitre 10, pp. 165-172. Montréal : Les Éditions du Boréal-Express, 1982, 256 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, les économistes nous proposent de nouvelles mesures, d'une façon aussi sérieuse qu'avant, telles que la privatisation ou la déréglementation de l'économie, le retrait de l'État des secteurs où il s'était impliqué, le retour à la « libre concurrence ». Pourquoi ? La réponse théorique à cette question ne doit pas nous faire oublier que le résultat de l'application du modèle libéral est une attaque vigoureuse contre les gains de la classe ouvrière durement conquis, en particulier depuis une quarantaine d'années. Sous un couvert scientifique, le modèle monétariste est la recette du capital pour faire payer la crise par les travailleurs. Une telle dénonciation aurait peu de force si elle n'était pas appuyée par la critique des fondements théoriques du monétarisme mettant en évidence le caractère idéologique de leur analyse et l'impossibilité de développer, à partir de leurs prémisses, une compréhension de la crise.

Les fondements de la « science économique » bourgeoise

Tous les producteurs des modèles économiques bourgeois ont une vision commune de l'économie ou du système économique. Ce dernier, commandé par des lois naturelles, donc immuables et a-historiques, doit être conduit vers l'équilibre, vers l'état parfait. Mais, même guidée par ces lois, l'économie peut être troublée par certains facteurs qui empêcheront son développement harmonieux

vers l'équilibre idéal, d'où la nécessité d'aider à l'accomplissement ou au rétablissement des lois naturelles par la gestion économique, par des politiques économiques.

Cette perception de l'économie exclut, parce que naturelle, que le système puisse être lui-même générateur de ses déséquilibres et de ses crises. Seules des interventions extérieures, exogènes, sorte de pollution, seraient à l'origine de ces déstabilisations. Ces causes sont, soit d'ordre psychologique, soit carrément liées au fait que des acteurs puissent, par leur position, violer les lois naturelles du marché. Le rôle des économistes est alors de proposer une série de mesures pour rétablir l'équilibre ou pour prévenir les déséquilibres.

L'équilibre du système économique se définit par un ensemble de sous-équilibres. Chaque acte social fait l'objet d'une transaction. À ce moment, tout devient marchandise, chaque bien ou service a son marché où une offre et une demande déterminent un prix d'équilibre, si tous les acteurs peuvent transiger librement. L'équilibre simultané sur l'ensemble des marchés nous conduit à un équilibre général de l'économie. Un marché en déséquilibre ou avec un faux équilibre va troubler tout le système. Cette analyse en termes d'offre et de demande ne peut mener qu'à la juxtaposition d'une infinité de marchés indépendants que les économistes partagent en secteur réel et en secteur monétaire. Au lieu d'être considérée comme le reflet des échanges auxquels donnent lieu la production, la monnaie devient une marchandise particulière produite pour remplir certaines fonctions, mais dont la nature spécifique n'est rattachée à rien d'autre qu'à un consensus social tout aussi extérieur aux autres marchés que la marchandise-monnaie elle-même. Dans une telle vision, les caractéristiques de l'élément qui joue le rôle de monnaie sont indépendantes du processus d'accumulation du capital ; son seul rôle est de faciliter les échanges. Mais la monnaie ne peut être demandée que si le demandeur connaît le pouvoir d'achat de la monnaie, c'est-à-dire son prix. Ainsi, le prix de la monnaie doit être déterminé avant que la demande ne se confronte avec l'offre sur le marché, contrairement aux autres biens dont les prix sont déterminés par le marché. Le mécanisme de l'offre et de la demande, ici, ne joue plus, l'offreur doit être prêt à fournir de « la monnaie » à tous les prix. Cette difficulté a amené, dans tous les modèles de l'économie politique bourgeoise, l'introduction d'une hypothèse particulière pour le « marché de la monnaie », celle de l'exogénéité de l'offre. L'offreur de monnaie ne pouvant répondre aux

mêmes comportements que les offreurs des autres marchés, on considère donc l'offre de monnaie comme venant de l'extérieur du système, du modèle. Cette hypothèse d'exogénéité de l'offre permet également de fonder l'efficacité de la politique monétaire. En effet, l'offreur exogène ne peut, par définition, que contrôler parfaitement sa fonction d'offre de monnaie ¹.

Cet aspect particulier du marché de la monnaie va être à l'origine de tous « nos maux ». Puisque le système économique, capitaliste, tend vers l'équilibre, naturellement, la non-emprise des lois du marché sur l'offre de monnaie sera le point de départ des déséquilibres que va subir le système. Ainsi, l'origine des crises, de toutes les crises, pour Milton Friedman ², c'est justement l'oubli par l'État de la discipline monétaire, une offre de monnaie excessive ou insuffisante. La mauvaise gestion de la masse monétaire va entraîner des déséquilibres sur l'ensemble des autres marchés empêchant la réalisation de l'équilibre général. Pour les monétaristes, il s'agit beaucoup plus de neutraliser la monnaie comme instrument de gestion, comme nous le verrons plus tard.

Ainsi, retenons que par le concept d'un équilibre naturel de l'économie, les théoriciens nous présentent une apologie du système capitaliste, mais surtout que les déséquilibres que celui-ci peut subir sont extérieurs à lui et qu'il est possible de les contrôler par de bonnes politiques. Ces dernières nous sont présentées comme bénéfiques à tous, à long terme, puisqu'elles doivent rétablir l'équilibre.

¹ La critique du modèle d'équilibre général walrasien se retrouve entre autres chez Bernard Schmitt, *Monnaie, salaires et profits*, Alain Parguez, *Monnaie et macroéconomie* et Suzanne de Brunhoff, *L'Offre de monnaie*. Ces auteurs ont bien montré l'impossibilité de l'intégration de la monnaie dans le modèle d'équilibre général qui n'est qu'un modèle de troc étalonné aussi bien dans sa version originale, celle de Walras, que dans ses versions modernes, celles de Patinkin, de Friedman, ou encore de Pesek et Saving. Leurs critiques serrées de la théorie néo-classique de la monnaie les amènent à rejeter cette théorie comme logiquement inacceptable et conduisant ceux qui s'y réfèrent encore à renoncer à la justifier tout en continuant à l'utiliser, puisqu'il n'y en a pas d'autre !

² Friedman, Milton, « The Role of Monetary Policy », in *The Optimum Quantity of Money and Other Essays*, Chicago, Aldine Publishing Company, 1970, 3e édition.

Keynésiens et monétaristes

[Retour à la table des matières](#)

Tous les théoriciens de l'économie dominante restent tributaires de cette conception en terme d'équilibre. Leur seul objectif est de trouver la cause extérieure du déséquilibre et d'y remédier. Pour certains, comme Keynes, l'origine se trouve dans des facteurs d'ordre psychologique qui bloquent le système, en particulier l'investissement ; alors seul l'État, par son intervention, peut permettre le redémarrage. Pour d'autres, les monétaristes, c'est précisément l'État qui par ses interventions cause les déséquilibres en transgressant les lois du marché.

Le remède de l'un est la cause du mal de l'autre. Le modèle keynésien né de la crise de 1929 se voit remis en question par une autre crise, après plus de trente ans de triomphe. Les politiques fiscales et financières mises à l'honneur par Keynes deviennent pour les monétaristes la cause de tous les problèmes. Selon eux, il faut revenir à un plus grand laisser-faire, seule condition pour l'application des lois naturelles qui vont nous conduire à l'équilibre.

Cette succession, au rythme des crises, des modèles de l'économie politique bourgeoise nous montre bien leur incapacité de gérer les crises du capitalisme. En se refusant de voir dans le processus d'accumulation capitaliste l'origine des crises, en se limitant à la recherche de causes externes, comme s'il y en avait, ils empêchent de saisir la réalité. Keynes : « L'élargissement des fonctions de l'État... nous apparaît au contraire et comme le seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et comme la condition d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle ³ ». Friedman : « Une personne, comme moi, qui considère la liberté comme essentielle pour le bon fonctionnement des relations entre les individus et qui pense que pour préserver la liberté, il faut limiter le rôle du gouvernement et accorder une importance primordiale à la propriété privée, ou libre marché, et aux accords de volonté, sera naturellement

³ Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 1971, p. 373. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

portée à ne pas douter des effets précis que pourraient avoir des mesures favorables à une politique fondée sur la libre concurrence ⁴ »

L'articulation monétariste

[Retour à la table des matières](#)

Le système serait parfait si des influences extérieures ne le troublaient. C'est l'État par ses réglementations sur différents marchés et sa mauvaise utilisation de la création monétaire qui est la cause de tout. Comment en sommes-nous arrivés là ? Le succès de la révolution keynésienne a amené l'État à jouer un rôle de plus en plus grand et à l'abandon de la discipline monétaire. Pour Milton Friedman, Keynes a péché par myopie en situant son analyse à court terme, en considérant les prix comme rigides et en prenant comme variable de contrôle le taux d'intérêt. Cette orientation du modèle de Keynes conduira à considérer la politique monétaire comme impotente et à valoriser les politiques budgétaires et aussi les interventions de l'État ⁵. Ce sont justement ces interventions conjoncturelles de l'État qui risquent beaucoup plus d'aggraver les perturbations économiques que de les réduire.

C'est par une foule de réglementations que l'État va essayer de régulariser les déséquilibres, mais ses interventions vont les accentuer. Les auteurs monétaristes ⁶ ont un riche éventail de ces interventions néfastes qui troublent les lois du marché. Dans le secteur du travail, par exemple, les normes minimales de sécurité ou de salaire qui sont imposées constitue pour les monétaristes autant de violations des lois du marché qui sont source de déséquilibre, de chômage. Les réglementations touchant le prix de certains produits ou de certains services ont également des effets déstabilisateurs. L'existence de monopoles d'État (postes, électrici-

⁴ Friedman, Milton, *Inflation et système monétaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1976, 2e édition, p. 46.

⁵ Friedman, Milton, *A Theoretical Framework for Monetary Analysis*, NBER occasional paper 112, National Bureau of Economic Research, New York, 1971, p. 15.

⁶ Friedman, Milton, « Le chemin de la liberté économique: les étapes à franchir pour y parvenir », in Contre Galbraith, Paris, Economica, 1977. Lepage, Henri, *Demain le capitalisme*, Paris, Livre de Poche, « Pluriel », 1978.

té, industries...) est également néfaste. Le retrait de l'État de l'activité économique directe et l'abolition de toutes réglementations est la seule solution pour nous retrouver dans une « société libre » et plus efficace. Toutefois, le rôle le plus déstabilisateur de l'État s'exerce par son contrôle de l'émission monétaire.

L'offre de monnaie, seule variable totalement exogène et qui est déterminée plus ou moins arbitrairement par les autorités politiques, revêt une importance primordiale. Une mauvaise gestion de l'offre de monnaie, trop réduite (comme en 1929) ou trop abondante (comme aujourd'hui) conduira et a toujours conduit selon Friedman à un déséquilibre de l'appareil économique. En effet, une trop grande quantité de monnaie mise à la disposition du public entraînera une surabondance d'encaisse qui se reflétera par des surdemandes. Ce processus nous amènera à des hausses de prix absolues, à l'inflation. La question fondamentale que se posent les monétaristes est de savoir pourquoi la variation de la quantité de monnaie peut être différente du niveau de production et ainsi être cause de déséquilibres ⁷.

Seule variable déterminée au plan « politique », l'offre de monnaie doit ses variations aux activités de l'État qui ont entraîné des déficits budgétaires de plus en plus grands. Ces déficits ont été financés par une politique monétaire « à bon marché », ce qui entraîna une offre de monnaie trop importante. « L'inflation provient de nos gouvernements ». Friedman distingue trois raisons qui expliquent cette situation : 1) l'inflation constitue un moyen facile d'augmenter les impôts sans l'accord de personne ; 2) l'objectif de plein-emploi, prétexte des déficits budgétaires ; 3) les erreurs commises par les banques centrales qui se sont acharnées à maintenir des taux d'intérêt bas au lieu de se préoccuper du contrôle de la quantité de monnaie.

L'appétit et l'incompétence des autorités sont la source de nos problèmes. Le seul remède contre les déséquilibres consiste donc à contrôler la quantité de monnaie à un niveau de croissance proche de celui de la production. Une des difficultés à établir ce contrôle est le comportement de nos hommes politiques. Ces derniers ont une vision à court terme, l'échéance électorale, alors ils seront tentés de ne pas réduire les dépenses et la croissance de la masse monétaire. Ce manque de courage est bien humain, dirait Friedman, aussi doit-on leur imposer une

⁷ Friedman, Milton, « The Role of Monetary Policy », op. cit., p. 105-106.

contrainte rigide : fixer dans la constitution le taux de croissance de la masse monétaire en fonction de l'augmentation de la production (de 3 à 5%) ⁸.

Ainsi, toute l'analyse des monétaristes se concentre sur le rôle que joue l'État, soit par ses activités, soit par la gestion de la monnaie. L'État nous est présenté comme un intervenant exogène de l'économie réelle qui trouble les lois naturelles de l'économie. Cette présentation veut nous faire croire que les problèmes économiques, inflation, chômage, gaspillage, sont étrangers aux mécanismes normaux de l'économie et non pas dus aux propres contradictions du système. Leur conception de la monnaie, simple moyen d'échange ayant un marché propre, parfaitement contrôlable, fait de la monnaie une variable indépendante de la production, empêchant ainsi de voir que sa dévalorisation, l'inflation, n'est que le reflet des conditions sociales de la valorisation du capital.

Enfin, les attaques dirigées par les monétaristes contre l'État visent beaucoup plus à réduire les gains des travailleurs et à libérer les entreprises de leurs responsabilités sociales qu'à abattre un État qui est le garant de la structure sociale et économique capitaliste actuelle. En ce sens, le monétarisme est une stratégie du capital beaucoup plus brutale que celle de Keynes qui visait à intégrer tout au moins une partie de la classe ouvrière dans le développement du capitalisme.

L'inflation et le chômage que nous connaissons aujourd'hui sont beaucoup plus le fait d'une restructuration de l'économie au profit du grand capital que le résultat d'erreurs techniques ou mécaniques dans la gestion du stock de monnaie facilement contrôlable si on en a le courage !

⁸ Idem, p. 109.

Au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Au Canada, le maître d'oeuvre des politiques économiques est le ministre des finances, mais le principal défenseur et porte-parole des thèses monétaristes est le gouverneur de la Banque du Canada, Gérald Bouey.

En relisant ses écrits récents, ceux d'après 1975, M. Bouey nous présente clairement ses positions sur le problème actuel de l'économie canadienne : l'inflation⁹. Le chômage ne semble pas être une préoccupation de notre gouverneur. L'inflation que nous connaissons, c'est-à-dire « la baisse de la valeur de la monnaie », est due, d'une part, à la trop grande quantité de monnaie offerte, comme pour tout autre bien et, d'autre part, aux pressions excessives de la demande sur le marché des biens et celui du travail. Ici, toute tentative de réduire l'expansion de la masse monétaire mènera fatalement à l'augmentation des taux d'intérêt. C'est le prix automatique que nous devons payer pour battre l'inflation¹⁰. Les autorités canadiennes possèdent les instruments, les politiques budgétaires et monétaires, pour juguler l'inflation en affaiblissant la demande sur les marchés et en convainquant les agents économiques de leur détermination. L'État, en réduisant son déficit, contribuera à détendre les marchés, mais aussi il devra supprimer les privilèges qu'il a accordés à certains groupes. Ces privilèges favorisent les pratiques inflationnistes sur certains marchés.

La contribution de la Banque du Canada se situe au plan des politiques monétaires. Le but fixé était de réduire la masse monétaire, c'est-à-dire M_1 , monnaie banque centrale plus les dépôts à vue. L'objectif a été atteint, la croissance de M_1 est restée dans la fourchette cible de 5 à 9% en 1980 et de 4 à 8% en 1981 contre près de 14% en 1975¹¹. Normalement, ce contrôle de la masse monétaire devrait restreindre l'accès au marché monétaire et ainsi réduire les pressions sur la demande et de là l'inflation. Ce succès semble bien éphémère puisque l'inflation a

⁹ Banque du Canada, *Rapport annuel du gouverneur au ministre des Finances et relevé de comptes pour l'année 1980*, Ottawa, mars 1981.

¹⁰ Idem, p. 6.

¹¹ *Revue de la Banque du Canada*, août 1981, p. 52 et tableaux 1 et 14.

atteint de nouveaux sommets (12,7% en septembre 1981) ; si l'on examine les autres agrégats monétaires plus larges, M_2 et M_3 ont des taux de croissance de 18,1% et 14,4% (11) respectivement en 1980. Le but ultime de restreindre le crédit semble lui aussi assez lointain. Les prêts généraux accordés par les banques aux entreprises ont augmenté de 25% et de 41% pour ceux de \$5 millions ou plus, belle performance à côté des prêts personnels qui n'ont augmenté que de 15,5% pour la même période ¹² (de juin 1980 à juin 1981). Enfin, les avoirs en devises des banques ont augmenté de plus de 33% pour représenter 63,8% de l'ensemble des avoirs en dollars canadiens, contre 40,4% en 1975 ¹³ (122 795 millions / 192 379 millions en juin 1981 contre 31 209 millions/ 77 169 millions en décembre 1975).

Cet emballement du marché monétaire est ignoré, puisque M_1 est dans sa fourchette. Si l'inflation demeure, nous dit Bouey, c'est qu'il y a des raisons nouvelles : 1) la dévaluation de 20% du dollar canadien par rapport au dollar américain depuis 1975 a retardé la chute de l'inflation en augmentant les prix des biens et services importés et en surchauffant les secteurs d'exportation ; 2) l'insuffisance de l'augmentation de la capacité de production au Canada, donc surchauffe ; 3) l'augmentation du prix du pétrole ; 4) le maintien des déficits gouvernementaux alors que l'activité est élevée. Sans la politique monétaire, ces facteurs auraient provoqué une inflation encore plus grande.

Cette économie si surchauffée semble pourtant bien froide avec ses 650 faillites par mois, son taux de chômage de 7,5% (10% au Québec), son indice de croissance de la production industrielle de - 1,6% (- 2,7% pour le secteur manufacturier) et une baisse de -19,5% des logements mis en chantier en 1980 ¹⁴. Voir une économie surchauffer et croire que la réduction de M_1 ¹⁵ puisse enrayer l'inflation, voilà un bel exemple de tentative de coller la réalité à un modèle théorique. La monnaie n'est pas une variable explicative de l'inflation, elle n'est que la représentation de la valeur de la production. Dans une économie en crise où une partie de son secteur de production périclité, nous assistons en même temps à la dévalo-

¹² *Revue de la Banque du Canada*, août 1981, tableau 10.

¹³ *Revue de la Banque du Canada*, août 1981, tableau 7.

¹⁴ *Revue de la Banque du Canada*, août 1981, tableau 1.

¹⁵ La chute de M_1 est due bien plus à des changements structurels dans les dépôts qu'aux mesures de la Banque du Canada.

risation de son capital et de la monnaie qui le soutient. Il faut chercher les causes de l'inflation non pas dans des variables exogènes, mais dans ce phénomène de restructuration du capital que représente en outre les faillites d'entreprises retardataires et dans la spéculation que se livrent les secteurs les plus forts en plein combat pour prendre le contrôle de l'économie.

Pour conclure, disons que les politiques monétaristes sont un échec pour rétablir l'économie, mais ce sera aussi un succès en précipitant la crise, permettant ainsi une éventuelle restructuration plus rapide du capital, mais à quel prix pour les travailleurs !

Fin du texte